

LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS :  
APRÈS L'ENTENTE, DIX ANS DE MÉSENTENTE

Société Makivik  
Novembre 1985

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION.....	1
APERÇU HISTORIQUE.....	2
PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION.....	4
LES ASPECTS BÉNÉFIQUES DE LA CONVENTION.....	5
ATTENTES DÉÇUES.....	6
LA DYNAMIQUE DE LA CONVENTION.....	7
ORGANISMES RÉGIONAUX ET CHEVAUCHEMENT DES COMPÉTENCES....	8
MISE EN OEUVRE OFFICIELLE DE LA CONVENTION : LE CHAÎNON MANQUANT.....	10
<u>I. LES QUESTIONS PENDANTES AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL</u>	
1. Mise en oeuvre officielle.....	12
2. La question du relogement.....	13
2.1 Killiniq.....	13
2.2 Umiujaq.....	14
3. Les logements des Inuit de Chisasibi.....	14
4. Le financement des corporations foncières.....	15
5. Le développement économique.....	16
5.1 Le mécanisme de mise en oeuvre.....	16
5.2 Ententes Canada-Québec de développement économique et régional.....	17
5.3 La priorité en matière d'emplois et de contrats.....	17
5.4 L'affichage des postes.....	18
5.5 Le maintien des programmes.....	19
6. Les programmes de formation.....	19
7. L'infrastructure municipale.....	20

	Page
8. L'environnement.....	21
9. Les revendications concernant les eaux côtières.....	21
 <u>II. LES QUESTIONS PENDANTES AVEC LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL</u>	
1. Le développement économique.....	22
2. Les programmes de formation.....	23
3. L'infrastructure municipale.....	23
4. Le système judiciaire.....	24
5. La chasse, la pêche et le piégeage.....	25
6. Le financement des organismes inuit.....	26
7. Les mesures de correction relatives au détournement de la Caniapiscau.....	27
 CONCLUSION : LES LEÇONS DE DIX ANS DE MÉSENTENTE.....	 28

## INTRODUCTION

Dix années d'expérience ont clairement montré aux Inuit que ce n'était pas tout de signer un règlement de revendications territoriales. Encore fallait-il obtenir la mise en oeuvre efficace et appropriée de ce règlement et s'assurer que les parties gouvernementales respectent leurs obligations.

La Convention de la Baie James et du Nord québécois fut signée le 11 novembre 1975, et la Société Makivik fut créée en vertu des lois du Québec, le 23 juin 1978, à titre de "partie autochtone" à la Convention, dont elle représente les bénéficiaires inuit. Son rôle est d'assurer la mise en oeuvre de la Convention de façon que ses membres jouissent des droits et avantages culturels, politiques, sociaux et économiques prévus à cette entente.

Jusqu'à maintenant, le Québec, Hydro-Québec et le Canada ont bénéficié pleinement d'avoir signé la Convention. Le Québec peut maintenant exploiter "les ressources de son territoire, de tout son territoire". Hydro-Québec a construit le complexe hydro-électrique de la Baie James, et poursuit la planification de projets semblables pour le Nord québécois.

Pour leur part, les signataires autochtones, notamment les Inuit du Nord québécois et les Cris de la Baie James, ne peuvent se déclarer aussi satisfaits. Comme on le verra dans ces pages, la Convention n'a pas réussi à faire progresser notablement les droits et avantages des Inuit. Cela tient surtout à l'attitude du Québec, du Canada et de leurs divers ministères à l'égard de la mise en oeuvre. Maintenant que les droits ancestraux aux terres et dans les terres du Territoire ont été cédés et éteints, rien ne semble inciter les parties gouvernementales à respecter l'esprit et la lettre de nombre des dispositions majeures de la Convention.

## APERÇU HISTORIQUE

Un bref survol de notre histoire récente mettra en relief les problèmes soulevés dans ce document.

Au cours des siècles ayant précédé nos premiers contacts avec les Qabloonat, les Inuit formaient un peuple autonome possédant en propre des institutions politiques qui leur permettaient de gérer leurs affaires et de maintenir l'ordre social et la cohésion.

Leur histoire, cependant, allait prendre une tout autre tournure. Après la Seconde Guerre mondiale, le ministère des Affaires indiennes imposa son autorité dans le Nord et priva les Inuit de tout pouvoir sur leurs destinées :

- Les services d'éducation et de santé furent pris en charge par le ministère (on fit venir des enseignants d'aussi loin que la Jamaïque, Hong Kong et les Prairies). Il fallait, disait-on, soigner et éduquer les Inuit "à l'européenne". Personne ne se souciait de respecter la culture inuit.
- Le ministère dispensa de nouveaux services municipaux et embaucha quand il le pouvait quelques résidents inuit, les "locals" comme on les appelait. Il alloua des logements aux familles inuit suivant ses propres critères. Même lorsqu'il transféra aux conseils communautaires inuit la responsabilité de distribuer les logements, le ministère conserva le pouvoir de définir les critères d'application. Cela se passait en 1970.
- Des droits de prospection minière furent accordés sans que les Inuit ne soient consultés. En fait, on tolérait que les Inuit utilisent le territoire sur la base fragile de ce que l'on percevait alors comme des "droits ancestraux".
- Deux mines furent par la suite mises en exploitation, ce qui ruina un territoire de chasse jusqu'alors fort productif; les Inuit de la région furent réduits à

tenter d'obtenir un emploi à la mine comme camionneurs.

- Des touristes venus de tous les coins du monde chassaient et pêchaient dans la région sans égard aux droits des Inuit. Encore là, les Inuit étaient à peine tolérés. Leurs activités de subsistance étaient assimilées à la chasse et à la pêche sportives; ils ne pouvaient les poursuivre qu'au risque constant d'enfreindre les règlements fédéraux et provinciaux en la matière.

En 1962, le Québec commença de s'intéresser au territoire nordique; il y établit une deuxième série d'écoles, en concurrence avec celles du gouvernement fédéral, et entreprit de dispenser d'autres services. Il s'assurait ainsi peu à peu la domination de la région.

Pendant toute cette période, les chefs de file inuit étaient sans pouvoir : mal informés et sans organisation, les leaders "politiques" des Inuit n'étaient pas en mesure de réagir aux changements radicaux qui se succédaient à un rythme trop rapide.

La conquête du Nord ne s'est pas faite en un jour; mais à mesure que les gouvernements assoyaient leur autorité et faisaient place au développement, nos pouvoirs s'érodaient les uns après les autres. On nous a graduellement enlevé nos terres, notre autonomie et jusqu'aux moyens de nous défendre. Voilà où nous en étions quand le projet de la Baie James fut mis en chantier.

Un développement si lourd de conséquences ne pouvait nous laisser indifférents; l'envergure même de l'entreprise nous poussa à l'action. Le projet de la Baie James nous sensibilisa davantage à la perte de nos pouvoirs et nous fournit l'occasion rêvée de nous organiser pour revendiquer notre autonomie perdue.

Voilà donc ce qu'était le contexte à l'époque, et c'est dans ce contexte que nous voulons maintenant évaluer la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

#### PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Pour les gouvernements du Québec et du Canada, les considérations et objectifs principaux ayant présidé au règlement des revendications territoriales des Inuit semblent avoir été les suivants :

- permettre le développement dans le territoire;
- transférer à la compétence provinciale certains des services jusqu'alors dispensés par le gouvernement fédéral dans le territoire;
- régler la question du titre revendiqué par le Québec au territoire de 1912;
- obtenir la cession et l'extinction des droits et titres des Inuit aux terres et dans les terres du Québec.

Les Inuit, pour leur part, poursuivaient les objectifs suivants :

- obtenir une plus grande mesure d'autodétermination (le droit de nos institutions régionales à maîtriser davantage la conduite de nos affaires et à participer plus activement à tout ce qui touche les Inuit et le territoire);
- procurer des services adéquats aux collectivités inuit (en particulier les services essentiels et l'infrastructure);
- participer à l'expansion économique et assurer que les Inuit jouissent du droit à l'égalité des chances économiques dans tout le territoire;

- exploiter la faune et participer à la gestion faunique;
- protéger l'environnement dans le contexte du développement des ressources;
- demeurer un peuple distinct et promouvoir notre épanouissement socio-culturel.

Nous soutenons que les gouvernements ont atteint leurs buts au cours de la décennie tandis que les déficiences dans la mise en oeuvre de la Convention nous empêchaient de réaliser nos objectifs.

#### LES ASPECTS BÉNÉFIQUES DE LA CONVENTION

Quand nous parlons de la Convention, nous tendons tout naturellement à n'en signaler que les problèmes. Or, elle présente aussi divers aspects bénéfiques que nous résumerons ainsi :

- Plusieurs institutions locales et régionales allaient nous permettre de maîtriser davantage la conduite des affaires politiques, économiques et culturelles de la région. Sur ces fondations, nous pouvons construire.
- Nous avons obtenu la reconnaissance d'une assise territoriale pour nos collectivités et nos activités de chasse et de pêche partout dans le territoire.
- Les grands projets de développement ne peuvent se mettre en branle qu'une fois que leurs répercussions sur l'environnement et le milieu social ont été évaluées par notre organisme régional, la Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
- De bien des façons, la participation des Inuit s'est étendue à d'autres matières touchant nos collectivités et tout le territoire situé au nord du 55<sup>e</sup> parallèle.



- La Convention prévoit certains droits culturels tel le droit à l'enseignement en inuktitut. Bien que les droits en matières de culture exigent une reconnaissance juridique plus poussée, ceux que reconnaît la Convention ont amené le Québec à prévoir dans la Charte de la langue française des dispositions spéciales sur les droits linguistiques des Inuit.
- L'indemnité qu'administre Makivik lui a permis de se doter des ressources humaines nécessaires à la poursuite de ses buts, soit de protéger les droits et intérêts des Inuit et d'aider les autres organismes régionaux.
- Le pouvoir d'investir l'indemnité reçue a permis à Makivik de créer diverses entreprises et de contribuer ainsi à l'économie de la région.
- Les services municipaux ainsi que les services de santé et d'éducation ont été améliorés.

Enfin, l'avantage le plus remarquable de la Convention aura été d'amener les Inuit à parler d'une seule voix et d'affirmer la volonté du peuple de maîtriser son destin.

#### ATTENTES DÉÇUES

En signant la Convention, nous savions qu'elle ne pouvait être parfaite. Certes, l'autonomie des Inuit n'y est pas rétablie dans la mesure espérée, mais il reste que les structures politiques mises en place nous redonnent une certaine autorité sur la conduite de nos affaires et posent le fondement de toute amélioration des conditions de vie inuit.

La Convention devait être un point de départ, la première pierre de l'édifice : meilleures conditions de vie, aide au développement socio-économique du Nord et surtout, structures politiques qui allaient s'épanouir avec le temps.

Dix ans plus tard, le désenchantement est général. Bien qu'il y ait eu injection massive de capitaux et amélioration des conditions de vie, le développement du Nord n'a pas franchi l'étape du démarrage; la réglementation du travail empêche encore de nombreux Inuit de détenir un emploi; nos institutions ne peuvent bien fonctionner à cause du caractère bureaucratique des organismes de régulation et de coordination, où manquent les budgets et foisonne la complexité.

En dépit des engagements clairement exprimés dans la Convention, l'aide promise au relogement et à l'habitation n'est pas venue; l'assistance économique globale qu'on y prévoyait n'a jamais été accordée et n'a même pas atteint le stade de la planification. En conséquence, la croissance économique n'a pas pris l'essor espéré.

Nous avons signé la Convention dans l'espoir que cela nous apporterait la maîtrise de nos affaires et améliorerait nos conditions de vie dans une mesure proportionnelle au sacrifice de nos terres. Nos espoirs sont restés vains.

#### LA DYNAMIQUE DE LA CONVENTION

À la signature en 1975, la Convention reflétait la conjoncture de l'époque : les droits ancestraux restaient un concept nébuleux; le développement de l'hydro-électricité était urgent; la conscience politique des Inuit émergeait à peine.

Dix années ont passé, et la conjoncture est tout autre : au fil du processus constitutionnel et par l'affirmation des droits ancestraux devant les tribunaux et ailleurs, ces droits ont été reconnus par les plus hautes instances;

la réalisation des grands projets hydro-électriques a eu des répercussions qui nécessitent à leur tour des mesures de correction; les aspirations politiques des Inuit sont maintenant plus définies et mieux perçues.

Les changements intervenus dans la relation entre les Inuit et les gouvernements ont, jusqu'à un certain point, fait de la Convention un document dépassé et inefficace, si bien que l'évaluation et la mise à jour de ses dispositions s'imposent maintenant de toute urgence. En fait, ce document n'est plus qu'un jalon à partir duquel la relation Inuit/gouvernements poursuivra son évolution. De toute évidence, ceci présuppose que les parties agiront de bonne foi et respecteront la lettre et l'esprit de la Convention.

#### ORGANISMES RÉGIONAUX ET CHEVAUCHEMENT DES COMPÉTENCES

Pour la gestion des affaires du Nord, la Convention a établi une multitude de structures politiques ou administratives. Au cours des négociations, les Inuit ont énuméré un certain nombre de domaines où les besoins étaient le plus pressants : l'éducation, la culture, l'expansion économique, la gestion de la faune, les activités de chasse et de pêche, le développement politique, la formation de la main-d'oeuvre, etc. Les négociateurs gouvernementaux ont insisté pour que les organismes mis en place pour répondre à ces besoins soient de structure analogue à leur contrepartie dans le Sud : corporations, commissions ou conseils, voilà qui étaient désignations acceptables.

En conséquence de quoi, les Inuit du Nord québécois peuvent aujourd'hui s'enorgueillir d'une pléthore d'organismes locaux ou régionaux : il y a treize corporations foncières,

treize municipalités de village nordique, une administration régionale, un institut culturel; un conseil régional de développement, une commission de la qualité de l'environnement, un comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage, etc. Il va sans dire qu'il y a chevauchement des compétences et dédoublement des mandats et responsabilités parmi les organismes de la région. De plus, au-delà du gaspillage qui en résulte, les Inuit sont contraints de répartir leurs minces ressources humaines à travers la gamme des structures : un nombre restreint de leaders inuit cumulent des fonctions dans plusieurs organismes, ce qui leur laisse peu de temps pour s'occuper d'autres problèmes urgents; nombre de représentants inuit siègent à six ou sept conseils ou commissions et passent le plus clair de leur temps en réunions.

Manifestement, les projets dans le Nord québécois ne peuvent qu'aller en se diversifiant, leur nombre ne peut qu'augmenter avec le temps; loin de se clarifier, la situation devient chaque jour plus complexe. L'expérience des dix dernières années le démontre, il faut intervenir pour que cessent chevauchement des compétences et double emploi; c'est à cette condition seulement qu'on peut arriver à une meilleure gestion des ressources humaines et financières. De plus, il faut trouver des moyens améliorés pour que nos organismes locaux et régionaux énoncent clairement leurs politiques et les coordonnent avec celles d'autres organismes, afin d'éviter le plus possible le chevauchement et le double emploi.

La mise en place des organismes et structures dans le Nord a peut-être satisfait les parties gouvernementales il y a dix ans. Il faut pourtant se rendre à l'évidence que ces organismes ne répondent plus à nos besoins; c'est pourquoi il faut évaluer la situation et procéder aux changements qui s'imposent.

MISE EN OEUVRE OFFICIELLE DE LA CONVENTION : LE CHAÎNON MANQUANT

La Convention n'établit aucun mécanisme global pour surveiller et coordonner la mise en oeuvre des droits et avantages accordés aux parties autochtones.

Tout au long des négociations, les Inuit du Nord québécois ont soutenu qu'une procédure officielle de mise en oeuvre était nécessaire, mais rien dans la Convention ne prévoit une telle procédure. À l'époque, les négociateurs gouvernementaux gardaient des réticences face à un mécanisme officiel, craignant que cela empièterait sur des domaines exclusifs de compétence et ne voulant pas surcharger la Convention avec une structure de plus.

Au début de 1979, la Société Makivik a proposé aux deux gouvernements qu'un comité tripartite soit mis sur pied, pour surveiller la mise en oeuvre et régler les différends. Ce comité aurait été responsable de la coordination budgétaire et de l'examen des crédits pour chaque programme et chaque organisme créés ou envisagés dans la Convention (sous réserve d'approbation par le Trésor, à Ottawa et à Québec, s'il y a lieu).

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (M.A.I.N.C.) appuyait, en principe, l'idée d'un mécanisme officiel de mise en oeuvre. Par contre, le gouvernement du Québec rejetait le comité tripartite, sa préférence allant à une procédure bipartite, Québec-Inuit. Aucun progrès n'a donc été accompli. Néanmoins, Québec a accepté de participer à des rencontres ad hoc avec les Inuit et le fédéral. Il n'a pas toujours été facile, en l'absence d'un mécanisme officiel, de convaincre Québec qu'Ottawa (en plus des Inuit) devait prendre part à certaines discussions sur la mise en oeuvre. Il est pourtant évident que les rencontres tripartites sont souvent nécessaires,

comme dans le cas des aménagements pour le partage des coûts entre Québec et Ottawa dans les domaines des écoles, de l'habitation et autres.

L'article 2.5 de la Convention stipule qu'une "législation appropriée" soit adoptée "pour protéger, sauvegarder et maintenir les droits et obligations énoncés". Makivik a toujours soutenu que cette disposition exigeait qu'un mécanisme officiel de mise en oeuvre soit établi par des lois fédérale et provinciale. La Société a présenté, en mars 1981, ses observations là-dessus dans le Mémoire au Comité permanent des Affaires indiennes et du Nord canadien sur la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. À la suite de ce mémoire et d'autres représentations, le M.A.I.N.C. a examiné l'état de la question; en février 1982, le ministère publiait le rapport Tait, intitulé Étude de la mise en oeuvre, par le gouvernement fédéral, de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, qui proposait la création d'un mécanisme officiel de mise en oeuvre. Les recommandations du rapport Tait ont conduit à l'établissement, en 1984, du Secrétariat de mise en oeuvre des revendications au Québec, dont le mandat est de vérifier que le gouvernement fédéral remplit tous ses engagements en vertu de la Convention.

Après un an et demi d'existence du Secrétariat, nous avons acquis la certitude que cet organisme n'a pas l'autorité, les ressources financières et le personnel nécessaires pour remplir son mandat. Qui plus est, nous restons convaincus que sans la mise en place d'un mécanisme tripartite de mise en oeuvre, nombre des droits et avantages énoncés dans la Convention resteront lettre morte.

I. LES QUESTIONS PENDANTES AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

1. Mise en oeuvre officielle

Les Inuit du Nord québécois pouvaient se réjouir à plus d'un titre de la formation du Secrétariat de mise en oeuvre des revendications au Québec : primo, la coordination interministérielle est un élément crucial de la mise en oeuvre, puisque les obligations dont Ottawa doit s'acquitter intéressent divers ministères; secundo, l'établissement d'un mécanisme distinct pour la mise en oeuvre renvoie au caractère spécial de la Convention, qui crée pour le gouvernement des obligations allant au-delà de ses obligations normales envers les Autochtones et les citoyens en général, parce qu'elles ont été spécifiquement contractées en retour de la cession des terres; tertio, il découle de la nature de ces obligations que leur mise en oeuvre soit étroitement contrôlée au niveau des plus hautes instances politiques.

Malheureusement, les faits sont venus encore une fois décevoir nos attentes : le Secrétariat n'a pas l'influence nécessaire pour coordonner l'action des ministères, pas même pour s'assurer qu'ils remplissent leurs obligations en vertu de la Convention; au M.A.I.N.C., et même au Secrétariat, la conception erronée est encore très répandue selon laquelle ces obligations spéciales ne se distinguent pas vraiment des programmes déjà existants à l'intention des Autochtones; enfin, entre le Secrétariat et le pouvoir politique s'interpose un incroyable labyrinthe de structures bureaucratiques. Autrement dit, la réalité a trahi l'idée, l'objectif n'a pas résisté à l'épreuve des faits.

Le M.A.I.N.C. ne s'est jamais complètement rendu à l'évidence qu'un mécanisme efficace de mise en oeuvre s'impose de

toute nécessité, pas plus que le Secrétariat n'a reçu les moyens ou l'autorité indispensables pour s'acquitter de sa tâche : le personnel y est en nombre insuffisant, et les termes de son mandat sont si vagues qu'il ne peut agir vraiment; privé d'accès au pouvoir politique et d'autonomie d'action, le Secrétariat dans son inertie est un frein à la mise en oeuvre plutôt qu'un catalyseur.

Après dix ans de ratés dans la mécanique de la mise en oeuvre, force est de réitérer l'absolue nécessité d'un organisme officiel doté du pouvoir de prendre des décisions, qui serait distinct d'autres entités au sein du M.A.I.N.C. et proche des cercles du pouvoir politique. À la lumière de l'expérience, nous recommandons que les termes du mandat du Secrétariat perdent toute équivoque et qu'on lui attribue une large autorité sur la mise en oeuvre de la Convention.

## 2. La question du relogement

La Convention fait obligation au gouvernement fédéral de reloger les Inuit de Killiniq et de Umiujaq.

### 2.1 Killiniq

L'obligation de reloger les Inuit de Killiniq découle de l'article 2.3 de la Convention, dans lequel Killiniq est reconnu comme "une communauté inuit"; l'interruption, en 1978, des services essentiels dans la collectivité a forcé ses habitants à se disperser dans le Nord québécois. Le gouvernement fédéral a fait fi de ses engagements et perpétue l'injustice en négligeant la question du relogement.



## 2.2 Umiujaq

L'article 6.4 de la Convention prévoit le relogement à Umiujaq des Inuit de Kuujjuarapik (Poste-de-la-Baleine), avec l'assistance du gouvernement fédéral, si une majorité d'Inuit se prononce en ce sens. Du 30 octobre au 2 novembre 1982, à Kuujjuarapik, a été tenu un scrutin d'où s'est dégagée une majorité en faveur du relogement à Umiujaq. Les négociations qui suivirent ont conduit à la signature par Québec et les Inuit, le 22 février 1984, d'une entente sur le relogement à Umiujaq. Par contre, malgré les prescriptions de la Convention, Ottawa tarde à contribuer. Pendant quoi les Inuit de Kuujjuarapik, qui ont rempli, eux, leurs obligations en cédant leurs droits aux terres, attendent encore.

## 3. Les logements des Inuit de Chisasibi

Le gouvernement fédéral doit fournir de nouveaux logements "pour toutes les familles (à Chisasibi) en vertu des programmes de logement des Indiens ou du Nord" (alinéa 29.0.42 de la Convention).

Depuis, le problème a fait l'objet de longs pourparlers entre les représentants de Makivik et d'Ottawa, sans résultat : malgré les engagements répétés du fédéral à mettre la question à l'ordre du jour des discussions annuelles portant sur la subvention accordée à Chisasibi (en vertu de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec), les Inuit de ce village restent sans logements adéquats.

4. Le financement des corporations foncières

Créées à la suite de la Convention, les corporations foncières inuit sont, à l'échelle des collectivités, les seules institutions ethniques qui représentent les intérêts des Inuit. Le financement de ces corporations, malgré leurs attributions multiples, n'est prévu nulle part. Il y a déjà six ans que les programmes de financement de base ont cessé de s'appliquer aux conseils locaux inuit, mais rien n'est venu les remplacer.

Le malentendu persiste dans les cercles gouvernementaux quant au rôle des corporations foncières. Ainsi, Ottawa n'a pas appuyé convenablement le fonctionnement des corporations, supposant à tort qu'elles constituent un type de municipalités et sont donc du ressort des provinces. La réalité est tout autre : elles sont des entités ethniques, dont la fonction première est de détenir la propriété des terres et de les administrer, au nom des Inuit. Force est de constater qu'aussi longtemps que les engagements d'un gouvernement dépendent de ceux d'un autre, l'inertie est chose assurée. La question n'est pas de savoir ce que fera Québec en l'occurrence. Il faut un nouveau programme auquel les corporations foncières soient admissibles; ou encore, il faut modifier les règles des programmes en vigueur pour arriver aux mêmes fins.

Pour s'acquitter de leurs tâches, les corporations foncières ont besoin d'une source assurée et permanente de financement. Jusqu'à maintenant, elles n'ont bénéficié que des modestes ressources que Makivik a pu leur allouer, apport insuffisant pour qu'elles remplissent leur mission.

## 5. Le développement économique

En matière de développement économique, la négligence a atteint un degré absolu, état de choses qui peut s'illustrer sous cinq rubriques : la mise en oeuvre des dispositions de la Convention (chapitre 29); les ententes Canada-Québec de développement économique et régional; la priorité en matière d'emplois et de contrats; l'affichage des postes; et le maintien des programmes autochtones.

### 5.1 Le mécanisme de mise en oeuvre

Dans le chapitre 29 de la Convention, les gouvernements du Canada et du Québec conviennent de promouvoir à peu près tous les aspects de l'économie nordique. Pour surveiller la mise en oeuvre de ce chapitre, certaines démarches s'imposaient : l'alinéa 29.0.33 prévoit la formation d'un comité conjoint provisoire pour coordonner et réviser les programmes socio-économiques offerts par les gouvernements; Ottawa et l'Administration régionale Kativik (A.R.K.) devaient se concerter "en vue d'encourager les entreprises inuit qui s'occupent de l'utilisation des richesses naturelles"; l'alinéa 29.0.4 astreint le gouvernement à transférer la responsabilité administrative des programmes économiques à l'A.R.K. et aux corporations de village nordique. Rappelons aussi l'idée sans lendemain d'une commission bipartite de révision (Canada-Inuit), émise en mai 1984 par John Munro, alors ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Tous ces efforts de mise en oeuvre n'ont guère porté fruit. Dix ans après la Convention, le comité conjoint provisoire en est encore à ses premiers balbutiements; la commission bipartite n'a jamais vu le jour; aucun mécanisme de consultation entre Ottawa et l'A.R.K. n'a été mis en place; le transfert de la

responsabilité des programmes ne nous satisfait pas et exige une évaluation attentive.

## 5.2 Ententes Canada-Québec de développement économique et régional

L'Entente Canada-Québec de développement économique et régional signée en décembre 1984 ne vient pas à la rescousse de l'économie nordique, loin de là. Cette entente établit les priorités des deux gouvernements pour une période de cinq ans et prévoit des accords complémentaires pouvant mettre en jeu jusqu'à un milliard de dollars. Cependant, malgré l'amplitude de la période considérée et l'importance des sommes prévues, l'Entente ne prévoit rien qui réponde aux besoins économiques des peuples autochtones du Québec; qui plus est, elle ne tient aucun compte des obligations contractées par Québec et Ottawa en vertu de la Convention.

Nous nous sommes élevés contre pareille omission; en réponse, les deux gouvernements ont reconnu que les intérêts autochtones devaient être pris en compte et ont fait part de leur intention d'entamer des discussions avec les peuples autochtones du Québec en vue d'intégrer leurs préoccupations économiques à des accords complémentaires. Pourtant, malgré le flot d'excuses et de bonnes résolutions, un accord complémentaire était bientôt signé au Québec, une fois de plus sans un mot de nos besoins économiques; derechef, les gouvernements se soustrayaient à leurs obligations.

## 5.3 La priorité en matière d'emplois et de contrats

L'alinéa 29.0.31 de la Convention garantit aux Inuit la priorité en matière d'emplois et de contrats pour les projets

de développement mis sur pied par les gouvernements; de plus, l'alinéa suivant impose le même devoir aux promoteurs de projets non gouvernementaux. Pourtant, la clause de priorité n'a jamais été respectée, et il n'existe aucun mécanisme pour assurer sa mise en oeuvre. Que la Convention ne soit pas appliquée dans un domaine aussi vital nous inquiète vivement.

En 1984, nous nous sommes entendus avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, John Munro, sur les termes d'un accord préliminaire. Le Canada allait proposer au Québec une formule selon laquelle les entrepreneurs inuit se verraient accordés des contrats en priorité, au moins dans la proportion des contributions fédérales aux coûts globaux des projets. Non seulement le Québec refusa-t-il d'approuver cet accord, il n'en accusa même pas réception. À ce jour, les deux paliers de gouvernement n'ont pas rempli leurs obligations pour ce qui concerne la priorité d'emplois et de contrats.

#### 5.4 L'affichage des postes

L'alinéa 29.0.31 commande au gouvernement fédéral "d'annoncer dans les communautés inuit ou les bureaux d'embauche (...) les postes disponibles, au même moment où ces vacances sont portées à la connaissance du public". Là encore, l'alinéa suivant prévoit des mesures analogues dans le cas des contrats non gouvernementaux et du développement dans le Territoire.

Cependant, cette disposition pourtant claire est aussi négligée. Nous soutenons que tous les postes disponibles, qu'ils soient destinés aux employés de bureaux ou aux professionnels, doivent être affichés en anglais et en inuktitut dans nos collectivités.

### 5.5 Le maintien des programmes autochtones

Du fait qu'ils prescrivent le maintien des programmes économiques déjà en place, les alinéas 29.0.2 et 29.0.3 renforcent les autres dispositions du chapitre 29 de la Convention. Ainsi reconnaît-on que les programmes prévus à ce chapitre sont de nature strictement compensatoire. Il n'empêche que la tendance à confondre les programmes qui existaient au moment de la signature et ceux qui sont prévus au chapitre 29 en retour de la cession des terres soulève des problèmes de taille. Jusqu'à présent, cette confusion a été l'un des principaux facteurs contribuant à saper nos efforts en regard de la mise en oeuvre.

Voilà pourquoi il importe d'exécuter les alinéas 29.0.2 et 29.0.3. En effet, le maintien des programmes est essentiel à cause, bien sûr, des avantages directs qu'ils comportent mais aussi parce que c'est le moyen de préserver la nature particulière des programmes découlant de la Convention. Finalement, signalons que les programmes de base destinés aux autochtones sont carrément insuffisants et qu'il y a lieu de les améliorer sans égard aux programmes économiques prévus dans la Convention.

### 6. Les programmes de formation

Selon l'alinéa 29.0.25, le gouvernement fédéral est tenu de financer des programmes de formation destinés aux Inuit, et aux termes de l'alinéa 29.0.28, il doit augmenter le nombre d'employés inuit au service du Canada.

Ici encore, le manque de financement pour les programmes de formation, les normes mal adaptées au Nord, la

médiocrité des renseignements sur les emplois disponibles et l'absence de politique bien définie bloquent le processus de mise en oeuvre.

#### 7. L'infrastructure municipale

La mise en application des dispositions portant sur l'infrastructure municipale laisse beaucoup à désirer. Suivant l'alinéa 29.0.40, le Canada s'est engagé à mettre sur pied, avec l'Administration régionale et les municipalités, un système unifié de services municipaux; il devait par ailleurs entreprendre des études sur certains services, notamment les installations portuaires, les voies d'accès et les rues (29.0.36). Par l'effet conjugué de ces deux engagements, les services municipaux auraient dû être transférés à l'Administration régionale Kativik. Non seulement cela ne s'est-il pas produit, mais nous n'avons jamais été consultés sur la possibilité d'un tel transfert. La mise en oeuvre de ces dispositions a échoué sur d'autres points : l'Administration régionale Kativik et les municipalités n'ont aucune autorité en matière de services, et les études prévues en préparation du transfert n'ont même pas commencé. Pour ajouter à ces maux, le Québec et le Canada ont unilatéralement effectué, en février 1981, un transfert de compétences qui attribue au Québec la responsabilité des services municipaux dans le Nord, privant ainsi l'Administration régionale de toute autorité en la matière et violant les dispositions du chapitre 12 de la Convention.

Les engagements du gouvernement en regard des services municipaux prennent un sens bien particulier dans le contexte de l'autonomie gouvernementale. De plus en plus, les gouvernements acceptent, du moins en principe, que la

revendication des Autochtones à une plus grande mesure d'autonomie est justifiée; or, le manquement à remplir les engagements prévus à la Convention contredit manifestement les protestations de bonnes intentions.

#### 8. L'environnement

En dépit des prescriptions non équivoques de l'article 23.4, le gouvernement fédéral n'a encore jamais suivi la procédure d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social. De plus, l'alinéa 23.2.3 stipule en partie que :

Le Québec et le Canada, s'il est nécessaire de le faire pour rendre exécutoire le présent chapitre (chapitre 23) de la Convention, prennent les mesures requises pour adopter les lois et règlements appropriés à cette fin.

Makivik soutient qu'il faut modifier le processus d'évaluation et d'examen prévu à l'article 23.4 pour en augmenter l'efficacité et permettre aux Inuit d'y participer plus activement. Après avoir élaboré avec nous un processus qui nous convienne, les gouvernements devront adopter les lois et règlements appropriés. Il faudra aussi envisager la possibilité que le nouveau processus s'applique aux eaux côtières du Nord québécois.

#### 9. Les revendications concernant les eaux côtières.

Pour ce qui concerne les eaux côtières, les revendications des Inuit du Québec demeurent une question pendante dans le dossier plus global de nos revendications territoriales et, de ce fait, doivent être subventionnées. En mars 1981, Makivik



écrivait au M.A.I.N.C. pour lui demander les subventions nécessaires à la poursuite des négociations. La lettre est restée sans réponse jusqu'en juillet dernier : en s'excusant de son retard, le ministère nous informait que la question devait rester en suspens jusqu'à ce que le Groupe de travail sur la politique des revendications ait terminé ses travaux.

La façon cavalière dont on a traité cette question contraste vivement avec l'importance que nous lui accordons; en effet, l'avenir des régions au large des côtes nous préoccupe d'autant plus que le développement technologique en menace les ressources marines pourtant indispensables à notre subsistance. À mesure que le développement des zones maritimes prend de l'ampleur, il devient de plus en plus urgent que le gouvernement central honore son engagement à négocier la question de nos intérêts dans la région au large des côtes.

## II. LES QUESTIONS PENDANTES AVEC LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Quand il s'agit des obligations qui lient conjointement les deux paliers de gouvernement, le Québec est tout aussi fautif que le Canada. Examinons d'abord ces obligations conjointes avant de passer en revue celles qui ne touchent que le Québec.

### 1. Le développement économique

Devant la question du développement économique des Inuit, le gouvernement du Québec a montré la même apathie que le gouvernement central. La seule différence d'attitude concerne le comité conjoint provisoire qui a été formé pour coordonner les

programmes socio-économiques offerts aux Inuit; nous avons entrepris le dialogue avec Ottawa à ce sujet, mais en dépit de nos demandes réitérées, Québec refuse toujours de participer au comité. Le fait est que l'action tripartite est essentielle à la mise en oeuvre de la Convention, surtout devant les difficultés exceptionnelles que présente l'expansion économique dans le Nord.

Non seulement le Québec refuse-t-il de participer au comité conjoint provisoire, mais il n'a jamais consulté l'Administration régionale Kativik sur les programmes économiques; encore moins lui a-t-il transféré l'administration de tels programmes. Dans les accords entre les deux paliers de gouvernement sur le développement économique et régional, le Québec ne se soucie pas plus que le Canada des intérêts des Inuit. Pour les questions telles que la priorité en matière d'emplois et de contrats, l'affichage des postes et le maintien des programmes économiques offerts aux Autochtones, nos commentaires sur la négligence d'Ottawa s'appliquent mot pour mot au Québec.

## 2. Les programmes de formation

Ici encore, nos observations sur le défaut du gouvernement fédéral à honorer ses engagements s'appliquent en toute lettre au gouvernement provincial.

## 3. L'infrastructure municipale

Le Canada et le Québec ont tous deux violé les dispositions de la Convention en négligeant de transférer les services municipaux à la compétence de l'Administration régionale. Est-il besoin d'ajouter que les deux paliers de gouvernement méritent dans ce dossier les mêmes remontrances. De toute évidence,

si les gouvernements n'arrivent pas à s'entendre quand il s'agit de coopérer à la mise en oeuvre de la Convention, par contre ils se mettent facilement d'accord quand il s'agit de se soustraire à leurs obligations.

D'autres questions pendantes touchent spécifiquement la relation Inuit-Québec : elles portent sur la réforme du système judiciaire au nord du 55<sup>e</sup> parallèle, les activités de chasse, de pêche et de piégeage, le financement des institutions inuit et les mesures de correction reliées au détournement de la Caniapiscau.

#### 4. Le système judiciaire

Le chapitre 20 de notre entente stipule que l'administration de la justice dans le Nord doit être adaptée en fonction de nos valeurs. Par exemple, les règles de pratique doivent être modifiées afin de tenir compte de nos us et coutumes et de notre mode de vie (alinéas 20.0.6 et 20.0.7); les juges et le personnel des tribunaux doivent connaître les us et coutumes ainsi que la mentalité des Inuit (alinéas 20.0.8, 20.0.12, 20.0.16 et 20.0.23); on doit instituer des programmes visant à former les Inuit qui s'intéressent à oeuvrer à l'administration de la justice (alinéas 20.0.13, 20.0.14, 20.0.15 et 20.0.17); les critères de la Commission d'aide juridique doivent être adaptés de façon que ses services soient plus accessibles dans le Nord (20.0.19); enfin, on doit établir des institutions de détention dans le Nord (alinéa 20.0.25).

Rien de tout cela n'a été fait. Pourtant, l'administration de la justice dans le Nord soulève certains des problèmes les plus pressants : le personnel des tribunaux ne connaît pas nos coutumes et administre la justice selon des critères

tout à fait étrangers à la société inuit, alors que les dispositions de la Convention visant à remédier à cet état de fait restent lettre morte. Comme dans le cas de tous les autres programmes de formation, les programmes destinés à former les Inuit à l'administration de la justice n'ont jamais reçu l'appui nécessaire à leur établissement.

Faut-il préciser qu'aucune démarche n'a été entreprise pour adapter la loi sur l'aide juridique ou pour établir des institutions de détention dans le Nord. En 1983, Makivik a recommandé la création d'un groupe de travail formé de représentants du ministère de la Justice, du Solliciteur général du Canada, de l'Administration régionale Kativik et de la Société Makivik pour examiner la mise en oeuvre du chapitre 20.

#### 5. La chasse, la pêche et le piégeage

La mise en application du régime de chasse, de pêche et de piégeage élaboré au chapitre 24 est particulièrement déficiente, surtout en ce qui a trait au Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage et au droit de préemption.

Les dispositions qui concernent le Comité conjoint avaient pour but d'amener les Inuit à gérer la faune du territoire et, éventuellement, à en régir la réglementation. Malheureusement, le gouvernement fait peu de cas des recommandations du Comité conjoint, sapant ainsi l'autorité de cet organisme. Pour respecter la lettre et l'esprit de la Convention, il y a lieu de modifier la législation afin d'affermir le mandat du Comité conjoint, de façon que nous puissions y participer activement et directement.

Le droit de préemption des pourvoyeurs inuit a donné lieu à une vive controverse qui a opposé les Inuit et le

gouvernement du Québec. L'allocation des pourvoiries a été paralysée pendant des années à cause de directives obstructionnistes qui ont été contestés devant les tribunaux. Les Autochtones ont obtenu gain de cause dans cette affaire, mais le gouvernement a une fois de plus interrompu la procédure d'allocation pour réviser ses directives. Entre temps, ces manoeuvres continuent de bloquer la mise en oeuvre du chapitre 24.

#### 6. Le financement des organismes inuit

L'Administration régionale Kativik, la Commission scolaire Kativik et le Conseil régional de développement Kativik souffrent tous de l'irrégularité du financement et du système de subventions par projet.

L'irrégularité et l'insuffisance des budgets alloués aux organismes inuit les empêchent d'exercer les pouvoirs que leur confère la loi; de ce fait, l'exercice de l'autonomie gouvernementale est réduit à néant et l'autodétermination ne peut être réalisée. Dans l'immédiat, cela contribue à freiner la mise en oeuvre de la Convention.

Par ailleurs, le système de subventions par projet ne reconnaît pas l'autonomie de nos institutions; les crédits n'étant alloués que pour des besoins ou projets précis, cette méthode de subvention suppose que le gouvernement puisse déterminer nos priorités. Seul un système de financement global permettrait à nos organismes de répartir les fonds en fonction des besoins urgents.

7. Les mesures de correction relatives au détournement de la Caniapiscau

L'article 8.10 de la Convention traite spécifiquement du détournement de la Caniapiscau; il crée des obligations liant le Québec, Hydro-Québec et la Société d'énergie de la Baie James (S.E.B.J.). Il précise que des mesures de correction seront prises pour minimiser dans la mesure du raisonnable tous les dommages possibles et probables causés par le détournement de la Caniapiscau aux Autochtones ou à la faune dont ils dépendent.

Bien qu'il incombe surtout à Hydro-Québec et à la S.E.B.J. de remplir ces obligations, l'article 8.10 prévoit que les coûts et dépenses inhérents à la réalisation des mesures de correction sont payés par le Québec ou la S.E.B.J. ou les deux. Jusqu'à maintenant, presque aucune mesure importante n'a été prise pour réduire les répercussions du détournement. Il aura fallu la noyade de milliers de caribous, en septembre 1984, pour que le Québec ou Hydro-Québec entreprennent d'ériger quelques clôtures le long de la Caniapiscau afin de prévenir la répétition d'une telle catastrophe.

Makivik et plusieurs collectivités inuit tentent de négocier avec Hydro-Québec et la S.E.B.J. un éventail de mesures de correction et de compensation relatives au détournement afin d'obliger les parties visées à remplir leurs engagements. Depuis deux ans, nos efforts en ce sens sont demeurés vains, car Hydro-Québec et la S.E.B.J. montrent peu d'empressement à répondre à nos propositions. Par conséquent, les engagements prescrits à l'article 8.10 n'ont toujours pas été honorés.

CONCLUSION : LES LEÇONS DE DIX ANS DE MÉSENTENTE

La Convention de la Baie James et du Nord québécois prétend réaliser deux grands objectifs : d'une part , permettre au Québec de développer le territoire et, d'autre part, respecter les droits et les besoins des peuples autochtones.

Le premier but a été atteint quand le projet hydro-électrique de la Baie James s'est mis en route. Pour ce qui concerne le second, il y a loin de la coupe aux lèvres : les gouvernements continuent d'afficher une coupable indifférence quand il s'agit de l'autonomie et de l'auto-suffisance économique des Inuit.

Nous pouvons maintenant tirer les leçons de dix années de mésentente :

- La mise en oeuvre de la Convention et des conventions complémentaires exige un mécanisme officiel.
- Ce mécanisme doit être tripartite, c'est-à-dire qu'il doit regrouper les Autochtones, le Québec et le Canada.
- On doit considérer la Convention comme un processus dynamique reflétant l'évolution socio-économique.
- La bureaucratie complexe mise en place par la Convention dépasse nos ressources humaines et financières.

Ces leçons, et d'autres encore, se sont dégagées péniblement, au fil des relations que nous avons entretenues avec gouvernements et sociétés d'État.

Nous avons appris depuis dix ans que jouir d'un droit ne signifie rien si les conditions de son exercice ne sont pas

réunies; l'absence de bonne foi et de volonté politique a empoisonné la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Les acquis de cette expérience mettent en lumière la nécessité de l'autonomie inuit. Plus que jamais, la ferme volonté nous anime de maîtriser notre destin.



THE JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT:  
TEN YEARS OF DISAGREEMENT

Makivik Corporation  
November 1985

## TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
INTRODUCTION .....	1
HISTORICAL BACKGROUND .....	2
GENERAL PRINCIPLES AND OBJECTIVES OF THE AGREEMENT ..	4
BENEFICIAL ASPECTS OF THE JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT .....	5
DASHED EXPECTATIONS .....	6
EVOLUTIONARY NATURE OF THE AGREEMENT .....	7
OVERLAPPING JURISDICTIONS AMONG REGIONAL ENTITIES .....	8
LACK OF A FORMAL IMPLEMENTATION PROCEDURE .....	10
I. <u>OUTSTANDING ISSUES WITH THE FEDERAL GOVERNMENT</u>	
1.    Formal Implementation Process .....	12
2.    Relocation Issues .....	13
2.1 Killiniq .....	14
2.2 Umiujaq .....	14
3.    Housing of the Inuit of Chisasibi .....	14
4.    Financing of Landholding Corporations .....	15
5.    Economic Development .....	16
5.1 Formal Implementation Process .....	16
5.2 Canada-Québec Economic and Regional Development Agreements .....	17
5.3 Priority of Contracts and Employment .	18
5.4 Job Advertisement .....	18
5.5 Continuation of Native Programs .....	19
6.    Training Programs .....	19
7.    Community Infrastructure .....	20
8.    Environment .....	21
9.    Offshore claims .....	21

## TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
II. <u>OUTSTANDING ISSUES WITH THE QUÉBEC GOVERNMENT</u>	
1. Economic Development .....	22
2. Training Programs .....	23
3. Community Infrastructures .....	23
4. Judicial System .....	23
5. Hunting, fishing and trapping .....	24
6. Funding of Inuit Entities .....	25
7. Remedial Measures Related to the Caniapiscau Diversion .....	26
 CONCLUSION: THE LESSONS AFTER TEN YEARS .....	 27

THE JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT:  
TEN YEARS OF DISAGREEMENT

INTRODUCTION

Inuit experience over the last ten years has clearly demonstrated that the signing of a land claims settlement is only half the battle. The other half is obtaining effective and appropriate implementation of such a settlement and guarantees that the government parties respect their obligations under the Agreement.

The James Bay and Northern Québec Agreement was signed on November 11, 1975, and on June 23, 1978, Makivik Corporation was created under Québec law as the "native party" under the Agreement responsible for representing the Inuit. The role of Makivik is to ensure that the Agreement is implemented in such a way that its members, the Inuit beneficiaries of the Agreement, enjoy the cultural, political, social and economic rights and benefits provided for by the Agreement.

To date, Québec, Hydro-Québec and Canada, as signatories of the Agreement, have derived full benefit from the Agreement. Québec now uses "the resources of its territory, all its territory". The James Bay hydroelectric project has been built and is now operating, and additional hydroelectric projects are being planned for Northern Québec.

In the case of the native signatories to the Agreement, namely the Northern Québec Inuit and James Bay Crees, however, the same claims of satisfaction with the

Agreement cannot be made. As summarized in this discussion paper, no significant progress has been made with respect to Inuit rights and benefits under the Agreement. This is primarily because of the attitude of Québec and Canada and their various departments toward its implementation. Now that Inuit aboriginal rights in and to land in the Territory have been surrendered and extinguished, there appears to be no incentive for the two government parties to fulfill the letter and spirit of many of the Agreement's major provisions.

#### HISTORICAL BACKGROUND

A brief review of our recent history will illustrate the problems set forth in this document.

During the many centuries preceding our first contacts with the Qabloonat, the Inuit were an autonomous people. They ran their own affairs with their own political institutions. These institutions constituted a complete set of structures for maintaining social order and cohesion.

But the situation was to change drastically. After World War II, the Department of Indian Affairs assumed complete control and, thus, took away from the Inuit all power and responsibility over their lives:

- Education and health ceased to be Inuit concerns, and were taken in charge by the Department (with teachers coming from as far away as Jamaica, Hong Kong and the Prairies). The idea at the time was to treat the Inuit and teach them the "European" way. Respect for Inuit culture was never a concern.
- New municipal services were being distributed by the Department, using some Inuit local residents ("locals" as they were then called) as manpower,

whenever possible. Houses were given to the families according to criteria set solely by the Department. As recently as 1970, responsibility for allocating the houses was transferred to the local Inuit Councils, but the Department maintained the power to define the criteria the Councils had to apply.

- Rights for mineral prospecting were being granted, again without any consultation with the Inuit. In fact, Inuit use of the land was being tolerated on the fragile basis of what was then perceived as "aboriginal rights".
- Two mines were actually put into operation, ruining a well-known harvesting site, and the best the Inuit could do was to get jobs on the site as truck drivers.
- Tourists were coming from all over the world to hunt and fish, with no regard for the rights of the Inuit. Here again, the Inuit were merely tolerated. They too could hunt and fish, but at a constant risk of contravening a Federal or Provincial game regulation.

When Québec became involved in 1962, it provided us with a second set of schools, competing with the federal government, and, by providing a number of additional services, gradually gained control over the region.

Throughout that period, Inuit political leaders were powerless: because they lacked information and organization, Inuit "political" leaders could not react appropriately to the rapid and drastic changes.

The take-over of the North was achieved piece by piece, mine after mine, and the powers were eroded one by one. We had been slowly dispossessed of our property, our autonomy and our means of fighting back. Such was the situation at the start of the James Bay project.

This project was too massive to leave the Inuit indifferent. Its size captured our imagination and spurred us into action. In fact, the James Bay project had the dual effect of increasing our awareness of our loss of power and giving us a unique opportunity to organize and to reclaim our lost autonomy.

That was the context of the times. And it is in that context that we now want to evaluate the James Bay Agreement.

#### GENERAL PRINCIPLES AND OBJECTIVES OF THE AGREEMENT

The primary considerations and objectives of the government of Québec and Canada in settling Inuit claims in the territory seem to have been the following:

- to permit development to take place in the territory;
- to replace certain federal services to Inuit in the territory by similar services under provincial jurisdiction;
- to clear Québec's claim of title to the 1912 territory;
- to secure the surrender and extinguishment of Inuit rights and titles in and to the territory in Québec.

The principal considerations and objectives of the Inuit in entering into the Agreement were the following:

- to achieve greater self-determination (the right to greater control and participation in matters affecting the Inuit and the territory through our regional institutions);

- to obtain adequate services in Inuit communities (particularly essential services and community infrastructures);
- to participate in economic development and to exercise the right of access to greater economic opportunities at the community and regional levels;
- to harvest wildlife and to participate in wildlife management;
- to protect the environment in the context of resource development;
- to remain a distinct people and to obtain the means of developing our culture and society.

It is our view that over the last ten years the primary objectives of the governments as described above have been achieved, but the objectives of the Inuit have been denied because of a lack of proper implementation of the Agreement.

#### BENEFICIAL ASPECTS OF THE JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

In discussing the Agreement, there is often a natural tendency to focus only on the problem areas. Without attempting to enumerate all the benefits under the Agreement, its various positive aspects can be summarized as follows:

- A variety of regional and local institutions were created under the Agreement so that the Inuit would have greater control politically, economically and culturally over matters affecting their region. These bodies provide an important foundation upon which we must build.
- A land base for Inuit was legally recognized through the Agreement, both for the Inuit communities and for harvesting activities throughout the territory.



- Large scale development can only take place after the probable environmental and social impacts on our territory have been evaluated by our regional entity (Kativik Environmental Quality Commission).
- Inuit participation has in many ways been expanded to include matters affecting our communities and the entire territory north of the 55th parallel.
- Certain cultural rights, such as language-education rights, are provided for in the Agreement. While Inuit cultural rights require further legal recognition, the rights of the Inuit beneficiaries recognized in the Agreement paved the way for special provision of language rights in our territory under Québec's Charter of the French Language (Bill 101).
- Compensation monies administered by Makivik have provided the human resources to enable the Corporation to protect Inuit rights and interests and to provide support to other regional organizations in our territory.
- Compensation monies and the power to invest have enabled Makivik to create various companies and thereby participate in economic life within the region.
- Basic community services as well as education and health services have been improved.

Finally, and most importantly, the Agreement brought a consolidation of the Inuit political voice and strengthened the will of the Inuit people to control their own destiny.

#### DASHED EXPECTATIONS

When we signed the Agreement, we knew it was not perfect. It did not restore our autonomy to the extent we had hoped for, yet it provided us with a number of political structures, giving us some authority over our own affairs and laying the basis for improving Inuit living conditions.

We expected the Agreement to be a starting point, something that we would build upon: better living conditions, socioeconomic assistance to help us develop and, above all, political structures that would grow with the years.

Ten years later, we are increasingly disenchanted with the deal: while our living conditions are somewhat better and massive investments have been made, there still has been no real development in our region, the working regulations still keep many Inuit unemployed and our institutions cannot operate properly because of bureaucratic coordination and controls which are poorly financed and too complex.

Specific assistance in relocation and housing has not been delivered, in spite of the clear commitments in the Agreement, and the collective economic assistance provided for has never been granted or even planned. Consequently, economic development has not grown to the extent we had expected.

The Inuit signed the Agreement in the hope that it would give them greater control over their internal affairs and bring about an improvement of their living conditions proportionate to the sacrifice of their lands. Neither expectation has been fulfilled thus far.

#### EVOLUTIONARY NATURE OF THE AGREEMENT

The James Bay and Northern Québec Agreement was signed in 1975, and reflected the circumstances of the time: aboriginal rights were a nebulous concept, hydroelectric development was pressing and Inuit political awareness was just beginning to surface.

Ten years have gone by and the circumstances have changed: through the constitutional process and the assertion of aboriginal claims in courts and elsewhere, aboriginal rights have been recognized and affirmed at the highest levels; hydroelectric development has had impacts requiring remedial measures; and Inuit political aspirations are better defined and better understood.

The changes in the relationship between the Inuit and the governments have to some extent rendered the Agreement obsolete and inefficient; regular review and updating of its terms have now become urgent. The Agreement merely constitutes a starting point from which the relationship between the Inuit and the governments can grow. This presupposes that all the parties will act in good faith and carry out both the letter and spirit of the Agreement.

#### OVERLAPPING JURISDICTIONS AMONG REGIONAL ENTITIES

Under the James Bay and Northern Québec Agreement, a multitude of regional government structures and administrative bodies were established to handle the various needs of the region. More particularly, during the negotiations the Inuit identified specific areas requiring immediate attention: education, culture, economic development, wildlife regulation, harvesting activities, political development, training, etc. Mechanisms or procedures had to be established to address these needs: however, the government parties to the negotiations insisted that local and regional entities be similar in structure to their southern equivalents. Such structures as corporations, commissions, boards and councils were considered acceptable by the governments. In other words, for the proposed

entities and structures to be palatable to the governments during the negotiations, they had to resemble southern administrative structures and bodies.

As a consequence, the Inuit of Northern Québec now have thirteen landholding corporations, thirteen northern village corporations, a regional government, a school board, a cultural institute, a regional development council, an environmental quality commission, a wildlife commission, a hunting, fishing and trapping coordinating committee, and the number of such bodies continues to multiply. There is considerable overlap in the jurisdiction and duplication of mandates and responsibilities in these regional entities. Aside from the waste resulting from duplication of effort, the Inuit are forced to distribute their meager human resources thinly among these bodies. A limited number of skilled Inuit leaders must serve in several of these entities, thus leaving them little time to deal with other pressing matters. Many leaders sit on six or seven bodies and spend most of their time in meetings.

It is clear that the number of projects and activities in Northern Québec are diversifying and multiplying with time. The situation is not becoming more simple; instead, it is becoming more complex every day. Experience with the operation of our local and regional entities over the last ten years strongly suggests that something must be done to reduce the complexity, overlapping jurisdictions and duplication of effort. This is the only way that greater efficiency and a reduction of costs in terms of human and financial resources can be achieved. In addition, better ways must be found for the local and regional bodies that now exist to develop clear statements of their policies and goals and to find means of

coordinating them with the policies and goals of the other organizations so as to avoid, wherever possible, overlapping and duplication.

The establishment of the numerous local and regional entities in Northern Québec may have satisfied the concerns of the government parties ten years ago. However, these bodies do not satisfy Inuit needs today, and for this reason must be examined and perhaps changed to take into account the concerns discussed above.

#### LACK OF A FORMAL IMPLEMENTATION PROCEDURE

The Agreement establishes no general process for coordinating and overseeing implementation of the rights and obligations in favor of the native parties.

Throughout the negotiations leading up to the signing of the James Bay and Northern Québec Agreement, Northern Québec Inuit continually argued that a formal implementation process was needed, but no such provision was included in the Agreement. At the time, both governments were reluctant to establish such a procedure because they feared that it would impinge on exclusive areas of federal and provincial jurisdiction; furthermore, the governments did not want to encumber the Agreement with yet another formal structure.

Early in 1979, Makivik proposed to Québec and Canada that a formal tripartite implementation committee be established with the general responsibility for overseeing implementation and resolving disputes over implementation. The committee would be responsible for coordinating, reviewing and finalizing all budgets for programs and bodies

created or contemplated by the Agreement (possibly subject to federal and provincial Treasury Board approval when required).

The Department of Indian and Northern Affairs (DIAND) supported the notion of a formal implementation process in principle. However, Québec did not accept the idea of a tripartite committee, preferring a Québec-Inuit process. Consequently, no progress has been made in establishing a tripartite committee for implementation. However, Québec has agreed to participate on an ad hoc basis in meetings with the federal government and the Inuit. Without a formal implementation process, it has not always been easy to convince Québec that the federal government (in addition to the Inuit) should participate in certain discussions about implementation. Yet, it is clear that the existing cost-sharing arrangements between Canada and Québec concerning schools, housing and other areas often necessitate the holding of tripartite meetings.

Sub-section 2.5 of the Agreement requires that legislation be adopted to protect, safeguard and maintain the rights and obligations contained in the Agreement. Makivik has always argued that this provision requires that a formal implementation process be established through legislation at both the federal and provincial levels. Makivik made representations to this effect in its "Brief to the Standing Committee on Indian Affairs and Northern Development regarding Implementation of the James Bay and Northern Québec Agreement" in March 1981. Based on these and other representations, the Minister of Indian Affairs and Northern Development reviewed the state of implementation of the Agreement, and in February 1982, published a report entitled "James Bay and Northern Québec Agreement Implementation Review", (Tait Report) which proposed the

creation of a formal process to implement the Agreement. Recommendations in the Tait Report resulted in the creation in 1984 of the Québec Claims Implementation Secretariat with the mandate to ensure that all federal commitments under the Agreement are fulfilled.

Our experience with the Federal Secretariat over the last year and a half has convinced us that the body lacks the authority, financial resources and personnel to carry out its assigned task. Moreover, Makivik is now more certain than ever that unless a solid tripartite formal implementation process is put in place, many of the rights and benefits contained in the Agreement in favour of the native parties will never be implemented.

I. OUTSTANDING ISSUES WITH THE FEDERAL GOVERNMENT

1. Formal Implementation Process

The Inuit of Northern Québec welcomed the establishment of the Québec Claims Implementation Secretariat on three grounds: first, interdepartmental coordination is crucial to implementation of the Agreement since fulfillment of the various obligations depends on various departments; second, the establishment of a separate implementation body reflects the special nature of the Agreement, which creates obligations for the government which go beyond its usual obligations toward Natives and citizens in general, because the additional obligations are in return for the surrender of lands; and third, the nature of the obligations implies that their implementation be closely followed by the highest political levels.

Unfortunately, reality soon dashed our expectations: the Secretariat has never built up the clout to coordinate departmental action to fulfill government obligations under the Agreement or even to ensure such action; the erroneous view still pervades in DIAND and even in the Secretariat that the obligations incurred in the Agreement are really no different from already existing Northern programs; and, finally, the Secretariat is separated from the political level by an impossible labyrinth of bureaucratic structures. In other words, practice has not done justice to the idea.

DIAND never completely realized that there was a necessity for a strong implementation body, and the Secretariat did not receive the powers, personnel and authority to achieve its goals: the Secretariat is understaffed and its terms of reference are too vague to allow it any significant action; its lack of authority to act and of access to authority paralyzes rather than promotes implementation.

Our experience with the implementation of the Agreement, after ten years, has shown us the need for a formal structure for implementation with the power to make decisions, a structure distinct from other entities in DIAND and close to the political level. In light of our experience, we suggest that the Secretariat be given clear terms of reference and wide authority over the implementation of the Agreement.

## 2. Relocation Issues

The Agreement creates an obligation for the federal government to relocate the Inuit of Killiniq and Umiujaq.



## 2.1 Killiniq

The obligation to relocate the Inuit of Killiniq derives indirectly from sub-section 2.3 of the Agreement: in this provision, Killiniq is recognized as a permanent Inuit community, but in 1978 its inhabitants were forcibly dispersed throughout Northern Québec, after essential services had ceased in the community. In other words, the federal government acted in total violation of its commitment and this violation is being perpetuated in neglect of the question of relocating the Inuit of Killiniq.

## 2.2 Umiujaq

Sub-section 6.4 of the Agreement provides for the relocation of the Inuit of Kuujjuarapik (Great Whale River) to Umiujaq, with the assistance of the federal government, if a majority of Inuit vote in favor of the move. A formal vote did take place in Kuujjuarapik on October 30, November 1 and 2, 1982, and a majority supported the relocation to Umiujaq. Negotiations ensued and led to the signing of the Umiujaq Relocation Agreement by the Inuit and Québec on February 22, 1984. However, the federal government has not yet acted on its obligation to contribute to the relocation, in spite of its clear commitment under the Agreement. Meanwhile, the Inuit of Kuujjuarapik who have already fulfilled their obligations under the Agreement by ceding their rights to the land, are still waiting to be relocated.

## 3. Housing of the Inuit of Chisasibi

Under paragraph 29.0.42 of the James Bay and Northern Québec Agreement, the federal government must provide new housing for all families in Chisasibi under either the Indian or the northern housing scheme.

Since the statement of this clear commitment, the matter has been discussed in detail numerous times between the representatives of Makivik and the federal government, but to no avail: despite further commitments by the federal government to include the issue in discussions of the amount to be granted to Chisasibi under the Cree-Naskapi legislation, the Inuit of Chisasibi remain without adequate housing.

#### 4. Financing of Landholding Corporations

Created pursuant to the James Bay and Northern Québec Agreement, the Inuit Landholding Corporations are the sole ethnic bodies representing Inuit interests at the community level. Although they have been assigned numerous responsibilities, no provision has ever been made to fund the Inuit Landholding Corporations. While core funding to local Inuit community councils stopped in 1979, no new program has been set up to replace it.

The role and significance of the Landholding Corporations are still misunderstood by the governments and, thus, the federal government has failed to support Landholding Corporations adequately on the erroneous assumption that they are a type of municipality and, hence, come under provincial jurisdiction. In fact, a brief survey of the nature and functions of Landholding Corporations demonstrates otherwise: they are ethnic entities and their primary function is to own and administer land on behalf of the Inuit. But as long as one level of government makes commitments contingent on commitments from the other, inaction is almost guaranteed. What the Québec Government will or will not do is irrelevant to the question. What is needed is a new program under which the Inuit Landholding

Corporations can qualify, or alternatively, the regulations under existing programs should be amended in order to achieve the same goal.

Landholding Corporations need a permanent and sure source of funding to carry out their activities. Yet, so far, they have received only the relatively meager financial support that Makivik can provide, and these sums are insufficient to allow them to fulfill their role as defined in the Agreement.

## 5. Economic Development

The neglect of Inuit economic development has been absolute and is well illustrated in five issues: the formal implementation of the relevant provisions (section 29); Canada-Québec Economic and Regional Development Agreements; priority of contracts and employment; job advertisement and continuation of native programs.

### 5.1 Formal Implementation Process

To monitor the implementation of section 29 of the Agreement, in which the federal and provincial governments agreed to promote virtually every aspect of economic activity in the North, certain mechanisms were established: paragraph 29.0.33 provides for the creation of an interim joint committee to coordinate and review government socio-economic programs; a Canada-Inuit Review Board was proposed by former DIAND Minister Munro in a letter to Makivik in May 1984 to formalize implementation of section 29; consultations were to take place between the government and the Kativik Regional Government (K.R.G.) to encourage Inuit enterprises using natural resources; and paragraph 29.0.4

18 binds the federal government to transfer the administration of economic programs to the Kativik Regional Government and the Northern Village Corporations.

The result of all these undertakings has been disappointing: after ten years the interim joint committee has hardly gotten off the ground, the Canada-Inuit Review Board has never seen the light of day, no mechanisms exist for consultations between the federal government and the K.R.G. and the transfer of the administration of programs is inadequate and warrants a close review.

#### 5.2 Canada-Québec Economic and Regional Development Agreements

More neglect of Inuit economic development has resulted from the Economic and Regional Development Agreement signed in December 1984 between Canada and Québec. The Agreement lays down the economic and regional development priorities of both governments for five years, and contains a course of action for subsidiary agreements worth almost one billion dollars. Yet, even with these considerable amounts of time and money, the agreement does not provide for the economic needs of Québec's native populations and totally fails to take into account the legal obligations of the governments of Québec and Canada under the Agreement.

The Inuit protested this omission, and in response, both governments recognized that native interests should have been included and voiced their intention of beginning discussions with the native peoples of Québec in order to incorporate aboriginal economic interests in subsidiary agreements. Yet, after all the apologies and expressions of good intentions, a subsidiary agreement was

signed in Québec, again with no reference to native economic needs, and the commitments in section 29 of the Agreement again remained unfulfilled.

### 5.3 Priority of Contracts and Employment

The failure to implement paragraph 29.0.31 of the Agreement is of particular concern to the Inuit of Northern Québec. In spite of this mandatory provision guaranteeing priority of contracts and employment to Inuit for government projects and development, and paragraph 29.0.32, which extends the obligation to non-government projects, the priority was never implemented and no mechanism has even been devised for its enforcement.

In 1984, a tentative agreement was reached between the Inuit and the DIAND Minister, John Munro: Canada would suggest a formula to Québec whereby contracts would be awarded with priority given to Inuit entrepreneurs at least in proportion to the federal contribution for the overall costs of the projects. This was never approved or even acknowledged by Québec. Both governments' obligations in this area remain unfulfilled.

### 5.4 Job Advertisement

Paragraph 29.0.31 binds the federal government to "advertise available jobs in the Inuit community or in employment offices (...) at the same time as such jobs are advertised to the general public." Furthermore, under paragraph 29.0.32, the government is obligated to impose the same measure on non-government contracts and development in the territory covered by the Agreement.

However, implementation of this clear obligation is also neglected: all job opportunities whether they are professional or clerical, should be posted in Inuit communities, and advertised in both English and Inuktitut.

#### 5.5 Continuation of Native Programs

Paragraphs 29.0.2 and 29.0.3 protect the specificity of the provisions in section 29 by ensuring the continuation of existing economic programs and thus recognizing the strictly compensatory nature of the programs established under that section. However, one of the most serious problems in implementing the Agreement is this tendency to confuse existing native programs with the programs provided for in section 29 in exchange for the rights to the lands. So far, this confusion has been one of the main elements undermining implementation of the Agreement

This demonstrates how important it is to implement paragraphs 29.0.2 and 29.0.3: the continuation of programs is essential both directly for their inherent benefits and indirectly to preserve the special nature of programs implemented under the Agreement. Yet, the basic native programs are just not enough: even with the economic programs in the Agreement, they need to be expanded.

#### 6. Training Programs

Paragraph 29.0.25 binds the federal government to provide funding of training programs for the Inuit and paragraph 29.0.28 creates the obligation for the government to increase Inuit manpower in its departments.

Yet, implementation of the provisions has been impeded by a lack of funding for training programs, ill-adapted hiring standards, inadequate information on available jobs and the absence of a definite policy.

7. Community Infrastructure

The deficiencies in implementation of the Agreement are also apparent in the neglect of Inuit community infrastructures. Under paragraph 29.0.40, Canada has undertaken to establish a unified system of community services with the Kativik Regional Government (K.R.G.) and the Northern Village Corporations and to conduct studies on specific services (docking facilities, access roads, streets, etc.). This commitment should have resulted in a transfer of community services from the governments to the Kativik Regional Government. But services have not been transferred, and the Inuit have not even been consulted on the possibility. There are other failings in the implementation of these provisions: a unified system has not been established, the Kativik Regional Government and the Northern Village Corporations have no control over community services, and no studies have been initiated in preparation for a transfer agreement on services. Moreover, a Transfer Agreement was signed by Québec and Ottawa in February 1981 giving Québec responsibility for community services and leaving the K.R.G. with no control over the matter, in clear contravention of section 12 of the Agreement.

The government's commitments in this area assume a special meaning in the context of self-government, and as the native claim for greater autonomy is accepted in principle, the failure to fulfill the obligations of the Agreement stands out in greater contradiction with the good intentions that have been expressed.

8. Environment

In spite of the clear undertaking contained in sub-section 23.4, no "Federal Environmental and Social Impact Assessment and Review" has ever been conducted by the federal government. Further, paragraph 23.2.3 reads in part:

"If necessary to give effect to the present Section (Section 23) of the Agreement, Québec and Canada shall take the required measures to adopt suitable legislation and regulations for such purpose."

Makivik believes that the federal impact assessment process in sub-section 23.4 should be amended to give the process more substance to increase Inuit involvement, and that legislation and regulations should be adopted once a suitable regime has been jointly worked out. The possibility of extending the application of a revised regime to the offshore areas around northern Québec should also be considered.

9. Offshore Claims

The offshore claims of the Québec Inuit are an outstanding issue in their comprehensive land claims and, therefore, are subject to funding. In a letter sent in March 1981, Makivik requested adequate funding from DIAND to negotiate the offshore claims. The letter remained unanswered until last July, when an apology was received with the news that the issue had to be further suspended until the Task Force to Review Comprehensive Claims Policy had completed its work.

The cavalier manner in which this issue has been handled is in sharp contrast to the importance of the



offshore for the Inuit: the future of the offshore area is crucial to the Inuit owing to their dependence on its resources and the technological developments threatening it. As offshore development proceeds, the fulfillment of the federal government's obligation to negotiate offshore claims becomes still more pressing.

## II. OUTSTANDING ISSUES WITH THE QUÉBEC GOVERNMENT

In most joint obligations between the federal and the provincial governments, Québec is as delinquent as Canada. We will examine these joint obligations before we study those specific to Québec.

### 1. Economic Development

Québec has shown the same apathy and disinterest toward Inuit economic development as Canada, but there is a difference with respect to the interim joint committee to review socioeconomic programs for Inuit: the federal government and the Inuit have already met but Québec is still ignoring or rejecting our request that it participate. The fact is that tripartite action is crucial to efficient implementation of the Agreement, particularly as concerns the exceptional challenge of economic development in the north.

Further, Québec has not participated on the interim joint committee, consulted the Kativik Regional Government about economic programs or transferred the administration of such programs to the K.R.G. In the Canada-Québec Economic and Regional Development Agreements, Québec is as guilty as Canada of a total disregard for Inuit interests. As to priority of contracts and employment, job

advertisement and the continuation of native economic programs, our comments on the neglect of these issues by the federal government apply to Québec as well.

2. Training Programs

Our comments on the federal government's outstanding obligations in this matter apply also to Québec.

3. Community Infrastructures

Ottawa and Québec, together, transgressed the provisions of the Agreement in failing to transfer control of community services to the regional government. Again, our comments concerning the obligations of the federal government apply here. It is interesting to note that the very governments claiming it would be very difficult to cooperate in implementing the Agreement reach such an easy understanding in avoiding it.

Other outstanding issues are peculiar to the Inuit-Québec relationship: reforms in the judicial system above the 55th parallel, hunting, fishing and trapping, funding of Inuit entities, and remedial measures relating to the Caniapiscou River diversion.

4. Judicial System

By virtue of section 20, the system of administration of justice in the north should be reformed to adapt to and integrate Inuit values: rules of practice must be changed to take into account the uses, traditions and way of life of the Inuit (paragraphs 20.0.6 and 20.0.7); judges and court personnel must be familiar with the Inuit way of life and mentality (20.0.8, 20.0.12, 20.0.16 and 20.0.23);

training sessions should be held for Inuit interested in working in the administration of justice (20.0.13, 20.0.14, 20.0.15 and 20.0.17); legislation regarding legal aid was to be changed to adapt accessibility criteria to the situation in the north (20.0.19); finally, the Agreement provides for the establishment of detention institutions in the north (20.0.25).

None of these commitments have been implemented, in spite of the fact that administration of justice in the north poses some of the most pressing problems: the actual court personnel is very ignorant of Inuit customs and administers justice in a way that has no connection with Inuit society, while provisions of the Agreement to remedy this situation are not enforced; as for all the other training programs, Inuit legal training programs have never received the support needed to be delivered.

Finally, no action has been taken to fulfill the commitments to reform legal aid legislation and to establish detention institutions in the north. In 1983, Makivik recommended that a working group be formed of representatives from the Justice Department, Solicitor General of Canada, Kativik Regional Government and Makivik Corporation to review and advise on the implementation of section 20.

##### 5. Hunting, Fishing and Trapping

The implementation of section 24, regarding the hunting, fishing and trapping regime, is particularly deficient with respect to the powers of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee and the right of first refusal.

The purpose of the provisions regarding the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee was to lead to Inuit management and, eventually, Inuit regulation of wildlife in the territory. Unfortunately, the government's disregard of the Committee's recommendations has completely undermined the body's role. To implement the Agreement in keeping with its letter and spirit, legislative amendments are needed to strengthen the Committee's mandate and to ensure a direct and significant participation on the body by Inuit.

The right of first refusal is a highly contentious issue dividing the Inuit and the government. After the allocation of outfitting camps had been paralyzed for years by prohibitive directives which were challenged in court and invalidated, now the Québec government has suspended the procedure once more supposedly to review its directives. The ultimate effect of these manoeuvres is to block implementation of the Agreement.

#### 6. Funding of Inuit Entities

The Kativik Regional Government, Kativik School Board, Landholding Corporations and Kativik Regional Development Council all see their operations undermined by the problem of inconsistency and "committed" funding.

Inconsistency and lack of funding prevent Inuit entities from using the powers with which they are legally endowed and thus preclude even a minimum exercise of self-government and achievement of autonomy. More concretely, it hinders implementation of the Agreement.

What may be generally called committed funding denies the autonomy of Inuit entities in a different way:

this form of funding entails provision of funds by the government for certain specific needs and projects, and thus implies priorities determined by the government. Uncommitted funding, or "block funding", would allow Inuit bodies to decide on how monies are to be spent in accordance with their own priorities.

7. Remedial Measures Related to the Caniapiscou Diversion

Sub-section 8.10 of the James Bay and Northern Québec Agreement entitled, "Special Provisions Related to the Diversion of Part of the Basin of the Caniapiscou River", provides for certain obligations on the part of Québec, Hydro-Québec and La Société d'énergie de la Baie James (S.E.B.J.). These obligations relate to remedial measures to minimize to a reasonable extent all possible and probable damages from the Caniapiscou Diversion resulting to the native people or to the animals, birds and fish upon which they depend.

Though these obligations fall essentially to Hydro-Québec and S.E.B.J., sub-section 8.10 provides that all costs and expenses incurred in the carrying out of such remedial measures are to be paid for by Québec and/or Hydro-Québec or S.E.B.J. To date, very few, if any, significant remedial measures have been forthcoming from these entities to minimize the impacts of the Caniapiscou Diversion. Only after the massive caribou drowning in September 1984 did Québec or Hydro-Québec move to erect a few fences along the Caniapiscou River in an effort to prevent a repetition of the disaster in this area.

Makivik, along with several Inuit communities, is attempting to negotiate a series of remedial and compensatory measures with Hydro-Québec and S.E.B.J. related

to the Caniapiscau Diversion in an effort to force Québec, Hydro-Québec and S.E.B.J. to fulfill their obligations under sub-section 8.10 of the Agreement. Efforts at such negotiations over the last two years have not been successful because of the unwillingness of Hydro-Québec and S.E.B.J. to respond in a timely manner to Makivik proposals for such remedial measures. Consequently, undertakings of these government entities under Sub-section 8.10 still remain unfulfilled.

CONCLUSION: THE LESSONS AFTER TEN YEARS

The Agreement purported to achieve two objectives: to allow Québec to develop the territory and to respect the rights and needs of the native people.

The first goal was achieved immediately when Québec built the James Bay hydroelectric project. The second objective, however, remains unfulfilled: Inuit autonomy and economic self-reliance are shamelessly being neglected by the governments.

After ten years, some lessons must be drawn:

- Implementation of the Agreement and all the complementary agreements requires a formal process;
- Implementation must be tripartite, i.e., coordinated between the governments and the native parties;
- The Agreement must be regarded as a dynamic process reflecting social and economic changes;
- The complex bureaucracy created by the Agreement outstretches the human and financial resources in the north.

These lessons, and many more, have been learned the hard way, in the daily reality of our relations with governments and corporations.

After ten years, the Inuit have learned that having a right means nothing if it is not implemented: the lack of good faith and political will of governments has marred implementation of the Agreement.

These lessons also vividly bring to light the need for Inuit self-government. Our will to control our own destiny is stronger than ever.

ኃይለማርያም ሥላሴ ለግብርና ሚኒስቴር

የግብርና ሚኒስቴር

የግብርና ሚኒስቴር

ግብርና 1985



ልጋሮኖርግ

ሌሎች

- ግጭት ለግንባር ጋዳግብጥጥ..... 1
- የግጭት ለጋዳግብጥጥ..... 2
- ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 4
- ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 6
- ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 8
- ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 9
- ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 10
- ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 12

1. ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ

- 1. ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 14
- 2. ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 15
  - 2.1 የግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 15
  - 2.2 ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 16
- 3. ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 16
- 4. ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 16
- 5. ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 17
  - 5.1 ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 18
  - 5.2 ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 18
  - 5.3 ሌሎች ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ ለግንባር ለጋዳግብጥጥ..... 19

5.4 ለዲሞክራሲ ጥያቄ ማድረግ ያስፈልጋል.....20

5.5 ፍትህን ማስፈጸም ያስፈልጋል ለዲሞክራሲ.....21

6. ለጥያቄ ማድረግ ያስፈልጋል ለዲሞክራሲ.....21

7. ማድረግ ያስፈልጋል.....22

8. ማድረግ.....23

9. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....24

II. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል ለዲሞክራሲ

1. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....25

2. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....25

3. ማድረግ ያስፈልጋል.....26

4. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....26

5. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል, ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል, ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....27

6. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....28

7. ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....29

ጥያቄ ማድረግ ያስፈልጋል: ለዲሞክራሲ ማድረግ ያስፈልጋል.....30



ለኛሮ-ፍጠር ስርዓት ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡

የሥራ ለውጥ ስርዓት

ግብርና ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡

ግብርና ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡

የሥራ ለውጥ ስርዓት ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡

- ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 (ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡  
 ለሚከተሉት ሁኔታዎች ለማረጋገጥ ማስፈጸም ይገባል፡

- መዳረሻ ስርዓት ለህዝብ ግንኙነት ለማረጋገጥ የተዘጋጀው ለደብዳቤ ልማት ተገዳሪ ነው። በዚህ ጉልበት ውስጥ መጠናቀቅ (አጠቃላይ ኮንስትራክሽን "መዳረሻ") ለደብዳቤ ልማት ጉልበት ለማረጋገጥ አስፈላጊ ነው። ደብዳቤ ልማት ኮንስትራክሽን ለማረጋገጥ ለግንኙነት ስርዓት አስፈላጊ ነው። 1970-ዓ. ህዝብ ልማት ኮንስትራክሽን አጠቃላይ ለማረጋገጥ ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ ነው። ደብዳቤ ልማት ኮንስትራክሽን ለማረጋገጥ ለግንኙነት ስርዓት አስፈላጊ ነው። 1970-ዓ.

- ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ የሆኑትን ስርዓቶች ለማረጋገጥ ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ ነው። ደብዳቤ ልማት ኮንስትራክሽን ለማረጋገጥ ለግንኙነት ስርዓት አስፈላጊ ነው።

- ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ የሆኑትን ስርዓቶች ለማረጋገጥ ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ ነው። ደብዳቤ ልማት ኮንስትራክሽን ለማረጋገጥ ለግንኙነት ስርዓት አስፈላጊ ነው።

- ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ የሆኑትን ስርዓቶች ለማረጋገጥ ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ ነው። ደብዳቤ ልማት ኮንስትራክሽን ለማረጋገጥ ለግንኙነት ስርዓት አስፈላጊ ነው።

የደብዳቤ ልማት ስርዓት 1962-ዓ. ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ የሆኑትን ስርዓቶች ለማረጋገጥ ለደብዳቤ ልማት አስፈላጊ ነው። ደብዳቤ ልማት ኮንስትራክሽን ለማረጋገጥ ለግንኙነት ስርዓት አስፈላጊ ነው።



- Աջակցությունը և մեծ օգնությունը Լեւոնի Գրիգորյանին մասին ասելու համար:
- Հայաստանի Կաթնամթերքի միությանը մասնակցությունը և համագործակցությունը Կաթնամթերքի միությանը և համագործակցությունը Կաթնամթերքի միությանը:
- Կաթնամթերքի միությանը 1912-1913-ականներին մասին օգնությունը:
- Հայաստանի Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը Կաթնամթերքի միությանը:

Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը մասին ասելու համար:

- Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը (Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը):
- Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը (Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը):
- Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը:
- Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը և Կաթնամթերքի միությանը:

- ለኮሎኒያል ስርዓቶች ማሻሻያና ለደብዳቤ ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤
- ለግብርና ስርዓቶች ማሻሻያና ለግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤

የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤

የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ

የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤

- የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤

- የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤

- የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤ የግብርና ስርዓቶች ማሻሻያ ስራዎች ማድረግ፤





ብረታዊ ግብረ ሰው ስርዓት ለማረጋገጥ ለሚችሉ ሁሉም ሰዎች ለሚገኝባቸው ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል።

ሥነ ልቦናዊ ጥናት ላይ ማሳሰቢያ

ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል። ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል።

ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል። ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል።

ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል። ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል።

ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል። ሥነ ልቦናዊ ጥናት ለሚከናወኑት ሁሉም ጉዳዮች ላይ ተኮርካሪ ሆኖ ለሚሰጡ ስምጥናት ላይ ማሳሰቢያ ማድረግ ይገባል።

















Վերջին դեպքում 8.4-րդ արձանագրության համաձայն  
 ձեռնարկված քննարկումներին և հետևաբար, ՎԳԳԿ-ի  
 հետ կապված հարցերում. սրբազան սուլթան ձեռնարկված քննարկում  
 30-րդ, թիվ 7-րդ հրաման 2-րդ, 1982-թ. հունիս, հրաման ՎԳԳԿ-ի  
 հետ կապված հարցերում և հետևաբար. ՎԳԳԿ-ի հետ կապված  
 հարցերում հարցերի քննարկումը համաձայն ՎԳԳԿ-ի հետ կապված  
 հրաման 21-րդ, 1984-թ. հունիս. հետ, հետևաբար, հետևաբար  
 հարցերի քննարկումը համաձայն, հետևաբար հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը

3. Ճանապարհորդության համակարգի մասին

Վերջին հարցերում հրաման 2.9.0.42-րդ, հետևաբար  
 հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը

Հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը

4. Վերջին հարցերի մասին ընդհանուր տվյալներ

Հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը  
 համաձայն հարցերի քննարկումը համաձայն հարցերի քննարկումը









5.5 ԵՎՐՏՊՐԸ ՍՁԵՉԻՅԱԸԸ ԱԶԻՎՅԱԾՊՐԸ

ՎՊՐԻՅՈՐԱՄԻՐԸ 29.0.2-Դ ՎԼԼ 29.0.3-Դ ԴԻՃԸՈՐՈՐ-  
ՇԱՐՋԻՆԻ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ՎՊՐԻՅՈՐԱՄԻՐԸ 29-Դ ԵՎՐՈՐՏ-  
ՇԱՐՋԻՆԻ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ՎԼԼ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ

ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ

ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
29.0.2-Դ ԵՎ 29.0.3-Դ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ

6. ԱՐԻՎՅԱԾՊՐԸ ԱԶԻՎՅԱԾՊՐԸ

ՎՊՐԻՅՈՐԱՄԻՐԸ 29.0.25-Դ ԵՎՐՈՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
29.0.28-Դ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ  
ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ ԵՎ ԵՎՐՏՊՐԸ

Քրվոս, ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ԱՇԻՅԵՐՈՅԻՆ ԲԵՏԿԵՐՈՅԻՆ  
 ՔՐՎՈՍՆԵՐՍԻՆՆԵՐՈՅԻՆ, ԱԵՂՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԵՆՆԵՐՈՅԻՆ,  
 ԻՆՏԵՆՏԻՎՆԵՐՈՅԻՆ ԱԵՂՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԵՆՆԵՐՈՅԻՆ ՎԵՂՆԻ  
 ՄԻՆԻՍՏԵՐՈՅԻՆ:

7. ՄԵՐԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ

ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ՎՊՐԻՆՈՒՄԸՄԸ ՄՏՐՈՅՈՒՄԸ ԵՂՆԵՐՈՅԻՆ  
 ՊՐԵՄԸ ՄՏՐՈՅՈՒՄԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ: ՎՊՐԻՆՈՒՄԸՄԸՄԸ ՎՈՅՈՒՄԸ  
 29.0.40-Դ, ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ՄԵՐԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ԻՆՏԵՆՏԻՎՆԵՐՈՅԻՆ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎԵՂՆԻ ԻՆՏԵՆՏԻՎՆԵՐՈՅԻՆ (ՄՏՐՈՅՈՒՄԸ, ՎՊՐԻՆՈՒՄԸ,

ՄԵՐԸՄԸՄԸ ՎՊՐԻՆՈՒՄԸ, ՎՊՐԻՆՈՒՄԸ): ԱԵՂՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ՄԵՐԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ ԱՇՈՒՄՆԵՐՈՅԻՆ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ: ՔՐՎՈՍ ՎՈՅՈՒՄԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ: ՎԵՂՆԻ ՄԵՐԸ ԻՆՏԵՆՏԻՎՆԵՐՈՅԻՆ ԱԵՂՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ: ՎՈՅՈՒՄԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ: ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎՊՐԻՆՈՒՄԸՄԸ, ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՄԵՐԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ, ՎԵՂՆԻ ԻՆՏԵՆՏԻՎՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎՊՐԻՆՈՒՄԸՄԸՄԸՄԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ  
 ՎԵՂՆԻ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ 1981-ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ  
 ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ ՄԵՐԸ ՄԵՆՏԵՆՆԵՐՈՅԻՆ ՎԵՂՆԻ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ  
 ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ ԵՂՆՈՇՐՐՎԻՅԵՑԻՐԸ, ԱԵՂՆԵՐՈՅԻՆ ՎՈՅՈՒՄԸՄԸ



Վճռում ՎՊՐԳԵՈՐԷՍԻ 12-Դ.

ԵՔԼԸԸ ՎՃՆՎՊԵԴԼԵՊԻՐԸ ՇԵՃԱՍ ՉՔԳԵՅՉԳԵ ՃՇԵՃՉԴԵ  
ՎԵՇԴԼԻՐՏԵ ԱԼԴՏԳԵ ԵՔԼԳԵՅՏԴԵ, ՎԼԼՅ ՄԱՇՉԳԵՃԸ ԱԼԴՏԳԵՅՏ-  
ՊԻՐ ԱԼԴՏԳԵՇՆԵՄՏԴԵ ԵՔԼԳԵՅՏՅԸ ՎՊՐՍՇՄԴԻԼԻՐԵՆ ԼԵՆԳՏԵ, ԵՐԴ-  
ՊՐՏՅԵ ՎՊՐԳԵՈՐԷՍԻՍ ԳՃՆՎԵՆՏՊԷՍԵՍ ԽՃՇՅՎԷՊՎՊԵՇՇԸՐԵՆ  
ՆԵՐՎՆԴԼՏԳԵՅԴՈՆ ԵՅԵՅՉՏԵ.

8. ժԱԳԵ

ԱՅՁԷՊԵՅՅՎՅՈՅՍ ՎՊՐԳԵՈՐԷՍԻՍԻ 23.4-Դ, "ԵՔԼԸԸ  
ՄԱԴԵ ՎԼԼՅ ՃՄՃԸ ԴԳԵՇՇՄՏՅԵՍՏԵ ԳԵՃՅԵՊԻՐԸ" ԵԼԴԵՇՇՄԴ-  
ԼԷՊՉԳԵ ԵՔԼԵՃՄԸ. ԴԸ, ՎՊՐԳԵՈՐԷՍԻ 23.2.3-Դ ՃԼԵ ՎԵՇԴԼԻՐԵՆ:

ԼԷՁ ՎՊՐԳԵՈՐԷՍԻՍԻ 23-Դ, ՃՇՃԵ ՎԼԼՅ ԵԱՇ ՎՊԵՔԵՅԷ-  
ԱՍՎՅՈՅՐԸ ՃԴՎՅՍՇՏԴԵ ՆԳՃԵՇՅԵՍ ՎԼԼՅ ԼԵՆԳՏԵ  
ՇԵՃՎ ՆՇՐՈՐՅՐԸ ՎՊԵՔԵՅԷՊԵՅՏՊԻՐԸ."

ԼՔԸՁԵ ԵՇՆԵՅԵՅՉԳԵ ՇՃԼԵ ԵՔԼԸԸ ԴԵՃՇՍԵ ԵԼՇԴՎ-

ԲՎՊԵՅՏՅԵ ՎՊՐԳԵՈՐԷՍԻ 23.4-Դ ՎՊԵՔՇՄՎՇՐՎՆՎՇԵ ՆՇՇՇՇՇ-  
ՏՅԵ ՃՄՃԸ ՃՇՇՊԵՇՇՏՅԵՍՏԵ ՎԴԴԷՊՐԴՈՇԴԳՅՅՅՅՅՅՅՅ, ՎԼԼՅ ԼԵՆՃ  
ՎԼԼՅ ՆԳՃԵՃԸ ՎՉԻՇՍՇՅՅՅՅՅՅՅ ՃԴՎՅՍՇՏԴԵ ՎՊԵՔԵՅԷՇՇՇՇՇՇ.  
ՃԴԼԴԵՇՇՅՅՅՅՅՅՅ ՎՊԵՔԵՅԷՇՇՇՇՇՇ ՃԼԳՆՏԵ ՃՇՃԵ ՇԳԳՅԼՇ  
ԿՍՎՏՇՇՇՇ ՃԴԼԴԵՇՇՇՇՇՇՇՇՇՇՇՇ.







ΔεσφΔΡΛϚ ΔεσφΔΠΔΡ ΔΐββΔΔϚ ΔΔΔϚϚσϚϚϚϚϚ  
(20.0.13-Γ, 20.0.14-Γ, 20.0.15-Γ, ΔΛΛΔ 20.0.17-Γ); ΛΐδΔΔϚ  
ΔΐββΔΔϚ ΔβϚϚσϚϚϚϚϚ ΔϚϚϚΔΔϚΔΐββΔΔϚϚϚϚϚ  
ΛϚϚϚϚ ϐβΔΔϚϚϚϚϚ ϚΔΔϚ ϚΐϚϚϚ (20.0.19); ΡΐϚϚϚϚϚ,  
ΔΐϚϚϚϚϚϚϚ ΔΐββϚϚϚϚ ϚΔΔϚϚϚΔΐββϚϚ ϚϚϚϚϚϚϚϚ ϚΔΔϚ  
ϚϚϚϚϚ (20.0.5).

ϚββΔΔϚ ΔΔΐϚΔΔϚΔΐββϚϚϚ ϚϚϚϚϚϚϚϚϚϚϚ,  
ΔΐββΔΔϚ ΔΔΔϚϚϚϚϚϚϚϚ ϚΔΔϚ ϚϚϚϚϚ ϚϚΔϚϚϚϚϚϚ-

Ϛ ϚΔΔϚϚϚϚϚϚϚϚ: ΛϚ ΔΐββΔΔϚ ΛϚϚϚϚϚ ϐβϚϚ-  
ΛϚϚϚϚϚ ϚΔΔϚ ΛϚϚϚϚϚ ϚΛΛΔ ΔΐββΔΔϚϚϚ ϚΔΔϚ  
ΔϚϚϚϚϚϚϚϚϚϚ ΔΔΐββϚϚϚ, ΔΐϚϚϚϚϚϚϚϚϚϚϚ  
ϚϚϚϚ ϚϚϚϚϚϚϚϚϚϚ ΔΔΐϚΔΔϚΔΐββϚϚϚ; ΛϚϚϚϚϚϚ  
ΔϚϚϚϚϚ ϚΔΔϚΔσϚϚϚϚϚ, ΔΔΔϚ ΛΐδΔΔϚϚϚϚ ϚΔΔϚΔσ  
ΛΡΔΐϚΔΔϚϚϚϚϚϚ.

ΡΐϚϚϚϚϚ, ϚϚΔΐϚΔΔϚϚϚϚϚ ΔΔΔϚϚϚϚϚϚϚϚ  
ΔΐββϚϚϚϚϚ ΛΐδΔΔϚ ϚΛΛΔ ΔΐββϚϚϚϚ ϚϚϚϚϚϚϚϚϚ  
ΔΔΔϚ ϚϚϚϚϚ. 1983-ϚϚϚϚ, ΛΡϚϚϚ ΔΐββϚϚϚϚϚϚϚϚϚ  
ΛϚϚϚϚϚϚϚϚ ϚϚϚϚϚϚϚϚϚ ΛΐδΔΔϚϚϚϚϚ, βϚϚϚϚ  
ΛΐδΔΔϚϚϚϚϚ, βϚϚϚϚ ϚΔΔϚϚϚ ϚϚϚϚ, ϚΛΛΔ ΛΡϚϚϚ  
ϚϚϚϚϚ ϐβϚϚϚϚϚϚϚϚ ϚΛΛΔ ΔΐββϚϚϚϚϚϚ ϚϚϚϚϚϚϚϚϚ  
σϚϚϚ ϚΐϚϚϚϚϚϚϚϚ 20-Γ.

5. ΔΔΔϚϚϚϚ, ΔΐββϚϚϚϚ, ϚΛΛΔ ΓΡΡΔΐϚϚϚϚ











ᐃᖃᖃᐃᑦ ᖃᑦᑦ ᐃᑦᐃᑦ, ᐃᑦᐃᑦ ᑕᑦᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ  
ᑕᑦᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ  
ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ

ᑕᑦᑦᐃᑦ ᑕᑦᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ  
ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ  
ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ ᐃᑦᐃᑦ